

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS  
  
COMMUNE DE GRASSE  
-  
FEDERATION FRANCAISE DE TENNIS**

**ENTRE**

**La COMMUNE DE GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2023-100 en date du 4 juillet 2023, transmise en Préfecture le

Ci-après dénommée **la Commune**

**D'UNE PART,**

**ET**

**ETENDART**, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, déclarée le 18 décembre 2018 sous le numéro W751250272, identifiée sous le numéro SIRET 878 121 862 00022, dont le siège social est situé au 6 rue des Bâteliers, 92110 CLICHY, représentée par Monsieur Thomas SEVE en sa qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée **ETENDART**

**D'AUTRE PART,**

**PREAMBULE**

La commune de Grasse est propriétaire d'un Stade, sis au 10 chemin du Lac – 06130 GRASSE, relevant de son domaine public.

ETENDART a sollicité la Commune afin de permettre la construction à ses frais d'un terrain de tennis sur cet emplacement.

Il convient de conclure une convention valant autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droits réels entre la commune de Grasse et ETENDART.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIV**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de l'occupation du domaine public de la Commune de Grasse par l'Association ETENDART afin que cette dernière y construise à ses frais et risques exclusifs un terrain de tennis.

### **ARTICLE 2 : DESIGNATION**

ETENDART est autorisée à occuper une partie du Stade situé au 10 chemin du Lac, 06130 GRASSE, parcelles cadastrées numéros DH 21 et DH 298, telle qu'identifiée sur le plan annexé à la présente convention.

L'espace occupé est d'une superficie de                    m<sup>2</sup>.

L'accès à l'espace occupé se fera par le portail d'entrée du Stade, qui permet le passage des véhicules nécessaires à la construction du terrain de tennis.

### **ARTICLE 3 : DOMANIALITE PUBLIQUE**

La présente convention est conclue sous le régime des occupations du domaine public.

Elle est régie par les seules règles du droit administratif, et notamment les dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques.

A ce titre, la présente convention est délivrée à titre personnel, précaire et révocable.

En conséquence, ETENDART ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux occupés et à quelque autre droit.

### **ARTICLE 4 : DROITS REELS**

La présente convention est constitutive de droits réels au sens des articles L.1311-5 et suivants du Code général des collectivités territoriales et L.2122-6 du Code général de la propriété des personnes publiques.

A ce titre, la Commune confère à ETENDART les droits réels nécessaires à la construction d'un terrain de tennis sur la partie de terrain occupée conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente convention.

A compter de la date d'achèvement des travaux, le terrain de tennis intégrera immédiatement le patrimoine de la Commune. En conséquence, à compter de cette date, ETENDART ne disposera plus d'aucun droit réel sur la parcelle occupée. Elle ne pourra donc plus se prévaloir

des dispositions des articles L.1311-5 et suivants du Code général des collectivités territoriales et L.2122-6 du Code général de la propriété des personnes publiques.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION**

### **5.1 : ENGAGEMENTS DE ETENDART**

ETENDART s'engage :

- A construire, à ses frais, un terrain de tennis sur l'espace occupé, conformément aux modalités définies par l'article 5.3 de la présente convention ;
- A ne pas affecter l'espace occupé à d'autres activités que celles mentionnés à l'article 1 de la présente convention ;
- A avoir recours uniquement à du personnel en situation régulière au regard de la loi et des règlements en vigueur ;
- A jouir de l'espace occupé de façon raisonnable, et à veiller à ce que la tranquillité et le bon ordre ne soient pas troublés ni par son fait, ni par celui de ses préposés ou de ses usagers.
- A fournir le matériel nécessaire pour la pratique du tennis pour deux classes minimum (raquettes et balles notamment).

### **5.2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

La Commune s'engage à :

- Mettre à disposition de ETENDART l'espace désigné par l'article 2 de la présente convention ;
- Assurer la jouissance effective de l'espace occupé ;
- Conserver la vocation sportive de l'équipement réalisé par ETENDART pour une durée de 10 ans à compter de l'achèvement des travaux.

### **5.3 : MODALITES DE CONSTRUCTION DU TERRAIN DE TENNIS**

ETENDART s'engage à construire le terrain de tennis selon les modalités ci-dessous :

- Elle fera son affaire personnelle de l'obtention à ses frais, risques et périls, de toutes les autorisations et avis conformes à l'exercice de ses activités, qu'elles soient prescrites par les lois et règlements, ou par ses propres obligations contractuelles ;
- Elle s'engage à signaler sans délais à la Commune toutes dégradations et tous sinistres s'étant produits lors de la réalisation des travaux, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent ;
- Elle s'engage à ne pas réaliser de travaux ou aménagements de l'espace occupé sans avoir préalablement recueilli le consentement exprès et écrit de la Commune. Les aménagements effectués dans ces conditions intégreront à l'achèvement des travaux, et sans indemnités, le patrimoine de la commune de Grasse ;
- Elle s'engage à ne pas réclamer à la Commune d'indemnités au titre de l'ensemble des travaux réalisés.

#### 5.4 : DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'exécution des travaux est à la charge de l'occupant et sous sa responsabilité selon les normes techniques et les règles de l'art.

L'occupant préviendra la commune de la date de début des travaux au moins deux semaines avant l'ouverture du chantier. Les services techniques de la Commune seront invités aux réunions de chantier. Toutefois, la Commune ne pourra présenter ses observations qu'à l'occupant et non directement aux entrepreneurs.

Pendant la durée des travaux et à la fin de ceux-ci, les services de la mairie pourront demander toute modification qui serait nécessaire pour la bonne utilisation du domaine public.

L'occupant aura la charge la sécurité et la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette sécurité ou signalisation.

Après achèvement des travaux, il sera procédé par l'Occupant en présence de la Commune à la réception des ouvrages contradictoirement avec les entreprises.

La Commune deviendra propriétaire des ouvrages réalisés à compter de la date de prise d'effet de la réception.

La Commune pourra prendre possession des ouvrages dès leur réception ; en cas de réserves, cette prise de possession sera différée à la date de constat de levée des réserves.

La Commune fera son affaire personnelle de l'entretien des ouvrages réceptionnés et, le cas échéant, de la souscription des polices d'assurances multirisques.

#### 5.5 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux contradictoire sera dressé à l'entrée de l'occupant.

ETENDART prend l'espace occupé dans l'état dans lequel il se trouve lors de son entrée.

Un état des lieux contradictoire sera dressé à l'achèvement des travaux prévus par les articles 5.3 et 5.4. Celui-ci aura valeur d'état des lieux de sortie.

#### 5.6 : SECURITE

ETENDART veillera au strict respect des consignes de sécurité et des obligations imposées par la législation en vigueur.

#### 5.7 : CARACTERE PERSONNEL

La présente convention est consentie intuitu personae.

Toute cession, totale ou partielle, de la présente convention est interdite.

Par exception, ETENDART pourra consentir une occupation des lieux, à titre gratuit, de façon temporaire et sous sa responsabilité, aux entreprises qu'elle aura mandatée pour les travaux de construction du terrain de tennis. Les entreprises ainsi mandatées seront tenues solidairement et indivisiblement avec ETENDART au respect des charges et conditions de la présente convention.

#### **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

ETENDART va occuper le domaine public afin d'y construire à ses frais un terrain de tennis, qu'elle va céder à titre gratuit dès l'achèvement des travaux à la Commune.

Cette occupation participe donc au développement du sport pour tous, qui est d'intérêt général selon l'article L.100-1 du Code du sport.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la présente autorisation d'occupation du domaine public est consentie à titre gratuit.

#### **ARTICLE 7 : DUREE**

Cette convention est conclue à compter de sa signature pour une durée allant jusqu'à l'achèvement des travaux de construction du terrain de tennis.

La présente convention ne fera l'objet aucune reconduction.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES - RESPONSABILITE**

ETENDART s'engage à conclure les contrats d'assurance civile nécessaires afin que la commune de Grasse ne puisse pas être inquiétée du fait de dommages éventuels causés par ses activités. Un exemplaire des polices d'assurance souscrites, et couvrant ETENDART pour l'exercice de ses activités au sein de l'espace occupé, devra être transmis à la Commune.

ETENDART est seule responsable de son fait, de celui de son personnel, et des biens dont elle a la garde et de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence.

#### **ARTICLE 9 : MODIFICATION**

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

#### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Commune pour motif d'intérêt général moyennant un préavis de trois (3) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non-respect des engagements ou des clauses prévues dans cette convention trois mois (3) après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée en tout ou partie sans effet.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité.

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative de ETENDART, au terme de chaque année, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver un accord amiable.

A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux, le

**Pour ETENDART**

**Le Maire,**

**Jérôme VIAUD**  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse